

→ 1. Na & falls
2. Jean Royer

cl Partine

Q

COMITE DIRECTEUR DU 21 ET 22 NOVEMBRE 1987

INTERVENTION DE Pierre MAUROY

Mes chers camarades,

Ce comité directeur marque pour nous l'heure des choix politiques, choix de notre analyse, choix des orientations que nous proposerons au pays. Cette démarche entamée, il y a plusieurs mois s'est exprimée durant les dernières semaines par un débat dans toutes les sections du parti.

Nos 200.000 militants se sont totalement investis dans ce débat montrant ainsi que le parti socialiste avait su garder intacte sa capacité de discussion, son aptitude à élaborer démocratiquement son projet politique.

Ainsi la méthode que nous avons suivie est bonne. Il nous faut donc continuer sur la même lancée

La

Coordination

Command

Indicateur public (

Cherchez

Sur les sols d'eau de

et je voudrais à ce propos formuler deux remarques :

(2)

- Tout d'abord notre comité directeur doit être extrêmement attentif à ne pas sortir de son rôle: Il ne lui revient pas de remettre en cause la ligne politique adoptée au congrès de Lille et il ne lui revient pas non plus d'étouffer, de dévier ou de confisquer le débat qui concerne tout le parti.

Le parti socialiste élabore son projet avec tous ses militants et non avec les seuls membres du comité directeur.

- Par ailleurs, il n'est pas besoin de forcer les mots pour dire que nous sommes pratiquement tous d'accord sur le fond. Je dis celà car je fais la différence entre le fond et la forme, je conçois qu'il existe des adeptes du plaisir que procure le dépôt de textes de circonstance, mais j'observe aussi que sur le fond des choses nous avons une analyse pratiquement commune.

*

*

*

(Mou)

1 / 1ère ligne

→

Mes chers camarades,

C3

Une fois de plus le parti socialiste s'affirme comme le seul parti de débat qui existe en France. Cette réalité s'exprime par plus de 4.000 pages d'amendements proposés par les sections.

J'allais dire 4032 pages, car nous savons tous que les 32 pages d'amendements déposés par Jean-Pierre CHEVENEMENT et ses amis, visent à susciter un intérêt particulier, Non seulement en raison de la passion qu'ils mettent à défendre leur thèse, mais aussi de la perplexité que fait naître une interrogation légitime sur la portée exacte de ces thèses!

Cette
Ligne critique

Je dois d'ailleurs dire que sur des thèmes tels que la croissance, le secteur public et le chômage, une différence sur la forme ne cache pas, bien heureusement, notre communauté d'analyses:

Parler de la
trou Hare G

- sur la croissance -

Dans notre parti, comme dans le pays, la recherche de la croissance s'assimile à celle du bonheur, ces deux perspectives suscitent une adhésion unanime. Les voies à emprunter suscitent une discussion légitime et la difficulté du cheminement doit être appréciée avec réalisme.

4

Chacun sait bien que la croissance ne peut pas être, ne sera pas, dans les années qui viennent la solution miracle faisant disparaître le chômage: Il nous faudrait un taux de croissance supérieur à 7% pour y parvenir!

Songez seulement que l'ensemble du monde développé souhaite que la croissance allemande s'élève à 3 ou 4%, ~~alors que les atouts de ce pays sont bien supérieurs aux nôtres.~~ Et prenons en compte les événements de ces dernières semaines, la récession n'est pas inéluctable, mais le ralentissement est certain. Dominique STRAUSS KAHN nous précisait qu'elle pourrait approcher un point de croissance, je ne poursuis pas, d'autres camarades l'ont fait avec talent.

- Sur le secteur public -

Mais il reste vrai - et c'est essentiel - que nous devons tous avoir la préoccupation permanente de renforcer notre croissance économique. Et je partage, tout-à-fait, la thèse selon laquelle un secteur public puissant est un outil indispensable pour y parvenir. Inébranlables sur le principe, souples sur son application, nous ne referons pas en 88 les nationalisations de 1981, mais nous ne nous accommoderons pas des privatisations de 1986 et agirons en

de nos,
F
conséquence dans l'intérêt du pays. Nous pouvons débattre sereinement sur la base du nouveau texte qui nous est proposé.

Et si nous considérons également qu'une répartition harmonieuse des fruits de la croissance correspond non seulement à un souci de justice, mais également à un optimum économique, nous reconnaissons alors que l'Etat doit être présent et actif sur le plan économique et social pour assurer la meilleure allocation des ressources de la Nation.

Tel est bien le sens de la société d'économie mixte que nous voulons promouvoir.

- Sur le chômage,

si la croissance n'est donc pas suffisante pour assurer la résorption du chômage, il nous faut bien rechercher un nouvel équilibre.

♦ Nous y serons puissamment aidés par un effort massif d'éducation et de formation; volonté popularisée par la perspective de porter en 15 ans 80% de chaque génération au niveau du baccalauréat.

Mais nous ne nous arrêtons pas là, il faut aussi se préoccuper des 20% restant!

6 ✓
Je crois que l'extrême diversité des dispositifs créés à partir de 1981 - qu'on regroupe rapidement sous le vocable de traitement social du chômage - fait naître une nouvelle dynamique d'insertion. On commence à différencier l'emploi et l'activité.

Aujourd'hui, alors même que la droite nous rend implicitement hommage sur ce point, en se ralliant à nos thèses et à nos pratiques, il serait piquant que cette nouvelle dynamique suscite l'indifférence chez une partie d'entre nous...

Je vous invite plutôt à la renforcer, à réfléchir à l'immense potentiel que représente par exemple le développement d'entreprises du tiers secteur auprès des collectivités locales. ~~Méfions-nous~~ des modèles, mais l'emploi de cette démarche, en Suède par exemple, lui a permis d'obtenir un des taux de chômage les plus bas d'Europe. Je crois nécessaire de s'engager à développer les formations et les activités en sorte qu'on puisse garantir qu'aucun jeune de moins de 21 ans n'aura à s'inscrire au chômage.

*écrit à la main
dans la marge
à gauche*

Voilà la première étape d'une politique qui refuse la France à deux vitesses.

- sur la solidarité -

Enfin, un des points forts de notre projet doit être la solidarité et s'exprimer en particulier par ~~la~~ ^{proposition d'un} ~~dessein précis~~ du futur revenu minimum d'insertion.

Je tiens à dire combien je me réjouis que durant les dernières semaines le parti, la FNESR et le groupe socialiste à l'Assemblée Nationale aient pu travailler en symbiose et définir un projet précis, par exemple en dégagant la notion de contrat d'insertion, complément indispensable de l'attribution de ce revenu minimum.

Là encore, je nous pense unanimes sur ce point et je me réjouis, mon cher Jean-Pierre, que ce soit dans ta région et dans ta ville que les élus socialistes débattent la semaine prochaine de ce projet de revenu minimum!

Voilà la deuxième étape d'une politique qui refuse la France à deux vitesses.

Comment mieux exprimer l'essentiel c'est-à-dire ce qui nous unit sur ce projet?

Finalement, dire qu'aucun jeune de moins de 21 ans, ne sera au chômage, dire qu'aucun homme ou me femme de France ne sera sans revenus, c'est concrétiser l'engagement pris par notre Premier secrétaire Lionel

JOSPIN au Congrès de Lille: Nous ne laisserons personne
au bord du chemin.

*
* *

Mes chers camarades, nous pouvons toujours
cultiver nos différences, mais alors cultivons-les à la
façon des bonzaï, donc employons nos énergies pour
tailler sévèrement dans leurs racines afin que leur
croissance n'étouffe pas notre jardin.

chacun ses petits plantations
En fait ces
~~J'ai moi aussi mon petit arbre mais je~~
préfère vous parler du jardin de notre jardin commun

par définition,
J'y placerai d'abord notre croyance profonde
dans la capacité de notre pays à souhaiter le progrès,
à surmonter les obstacles: Je n'aime pas l'analyse
concluant au déclin de la France. Elle est bien sûr
inoportune car on n'a jamais mobilisé un peuple par le
pessimisme, mais elle est surtout fausse: Le déclin
s'apprécie sur le long terme, il est,
quasi-irréversible. Or, nous savons que ce discours sur
le déclin nous a déjà été servi - sans trop remonter
dans l'histoire en 1870 après notre défaite, en 1919,
après notre victoire, en 1936 après la victoire de la
gauche, en 1947 au moment du Plan Marshall, en 1958
quand il fallait appliquer le Traité de Rome.

9
A chaque fois, les faits ont démenti les prophètes de malheur. A chaque fois, notre Peuple a su trouver en lui l'énergie pour mettre fin rapidement à un relâchement passager que seule la myopie ou un calcul politique peut faire confondre avec le déclin. Je dis calcul politique, car aujourd'hui c'est la droite qui a relancé ce thème quand son échec économique est devenu patent et c'est elle qui - bien naturellement ! - a fait dévier ce discours sur le déclin vers la France paresseuse puis vers les Français paresseux...

Croyez-vous vraiment mes chers camarades,
qu'il soit juste et opportun de s'engager dans cette
voie?

Dans notre jardin on trouve aussi l'Europe. En européen convaincu j'adhère à la perspective d'une défense européenne, mais je me refuse à réduire l'Europe à cette seule dimension surtout en vue du marché unique et donc des politiques communes qui doivent accompagner sa création. Cette limitation en ferait d'ailleurs naître une autre, puisque la perspective européenne ignorerait les changements en cours dans toute l'Europe de l'Est et le rôle traditionnel de la France.

Sur ce thème nous ne pouvons pas réfléchir

10 /

aujourd'hui, comme il y a cinq ans. Les initiatives de paix de Gorbatchev suscitaient il y a quelques mois encore le scepticisme ou le dérision, aujourd'hui elles se concrétisent par un accord avec les U.S.A. Mais l'Europe est absente et silencieuse.

Plutôt que de voir dans notre continent un possible champ de batailles, je le souhaite acteur à part entière de la dynamique de paix.

Qui ne voit que la logique de paix est aussi une logique de croissance ?

En dégagant des marges de manoeuvre pour notre pays, en solvabilisant les marchés d'Europe de l'Est, la logique de paix correspond à notre éthique mais donne aussi un contenu supplémentaire à notre volonté de croissance!

→ Permettez-moi en outre de constater avec vous l'urgence d'une politique d'aménagement du territoire, dans la perspective du marché unique européen.

Celle-ci va renforcer les tendances naturelles à la concentration des richesses et des hommes sur le Rhin, le Rhône et le Po, avec la région parisienne bien sûr. La décentralisation était indispensable, elle appelle aujourd'hui une synergie des collectivités locales au service du développement

économique. Une grande politique d'aménagement du territoire liée à la décentralisation créera un élan et sera l'oeuvre majeure du prochain septennat. La carence actuelle en la matière montre que face à l'échéance européenne nous ne sommes pas en ordre de bataille. Le maillage de nos villes, le poids des communes rurales, l'insuffisance des solidarités intercommunales sont autant de handicaps et donc d'interrogations pour nous socialistes. Dans ce pays la solidarité entre les communes doit compléter la solidarité entre les hommes. J'ai proposé que nous lancions, comme en 1965, un nouveau Sesame, un nouveau schéma d'aménagement à moyen terme du territoire. Voilà de quoi donner un contenu concrêt à notre volonté de restaurer le rôle du Plan, en l'occurrence associé à la DATAR.

*

→ lutter de différences. ~~appartenances~~ des marges

Les cheminements de la croissance sont multiples et difficiles à emprunter, nous devons porter d'abord les espérances des plus faibles. C'est pour eux avant tout que nous devons créer un rapport de forces dans ce pays. C'est vers eux que doivent se diriger prioritairement les fruits de la croissance, surtout si ils sont limités.

→ Je partage ~~donc~~ pleinement la préoccupation exprimée par Jean POPEREN sur ce point. Mais, je

(12)

continue de penser que la procédure que tu proposes, mon cher Jean, est inappropriée, non seulement parce qu'un contrat se signe à plusieurs, et qu'il est par nature difficile d'imposer un contrat, mais aussi parce que son contenu reste pour le moins incertain.

→ Permettez-moi en dernier lieu de dire quelques mots de notre débat sur le système monétaire européen. Quelques mots seulement, car je ne crois pas que ce soit un sujet essentiel - encore moins une divergence fondamentale - dès lors que nous admettons tous qu'il n'y a aucune utilité et aucune légitimité à se partager entre deux camps qui réuniraient les adeptes de la religion du S.M.E. et ceux qui ne penseraient qu'à en sortir.

Je voudrais seulement dire que nous y sommes restés en 1981, que ce choix a été confirmé en 1982 et 1983 et qu'une seule question se pose, à laquelle il doit être répondu, si on veut à nouveau un débat : quel est l'élément nouveau qui conduirait à remettre en cause nos choix de 1981-1982-1983? L'autre politique, jugée impossible en 1983 - a bon droit maintenant que nous avons le recul-deviendrait-elle possible en 88?

Je n'ai jamais entendu cette réponse et je note d'ailleurs avec satisfaction, que nos amis de

13
Socialisme et République ne proposent pas exactement de sortir du S.M.E. Distinguons donc bien ce qui est affaire de principe et ce qui est affaire de circonstance, et au passage je tiens à dire que si on suppose implicitement que le respect des grands équilibres est réactionnaire, alors seul le maintien indéfini dans l'opposition est de gauche !

*

* *

CONCLUSION

Mes chers camarades,

L'accord entre nous est possible, il est implicitement acquis à lire les textes, il est réel au niveau des sections et des fédérations.

Il serait bon qu'il en soit de même au niveau du comité directeur. Si chacun est libre de ses appréciations, il est inutile de réveiller les vieux démons exorcisés à Epinay. Il faut nous adapter sans cesse mais en confirmant la ligne d'Epinay.

Je comprends donc tout à fait le souci de nombreux camarades de couper court dès maintenant à la

résurgence d'une troisième force - avatar d'une extrême
faiblesse de la gauche - en voulant retrouver une
majorité de gauche à l'Assemblée Nationale.

14
Faut-il pour autant reposer le problème d'une
dissolution automatique de cette Assemblée ? Je ne le
crois pas, d'abord parce que ce point a été tranché à
Lille, et que le rôle du comité directeur est
d'appliquer les orientations du congrès et non de les
modifier. Ensuite, parce que ce serait faire bon marché
d'une légitimité présidentielle qui nous a apporté
beaucoup depuis 1986, que nous aurions bien tort de
contrarier en prenant automatiquement le risque de la
voir éclipsée par la légitimité parlementaire.

Que chacun me comprenne bien : dissoudre est
un choix d'opportunité; en débattre aujourd'hui en
comité directeur, demain dans les sections, serait un
manque total de réalisme, et disons-le, réduirait
considérablement la marge de conduite dont doit
disposer notre candidat futur Président de la
République.

En réalité, tous les éléments d'une synthèse
sont réunis, notre débat a renforcé la cohésion de
notre parti, et ~~il s'achèvera au rapport de~~ Marcel DEBARGE
~~a présenté en son nom et au nom de notre~~ Premier
secrétaire Lionel JOSPIN.

US
✓ Remettre en cause cette synthèse, 6 mois après un congrès unanime et 6 mois avant une échéance capitale, serait une erreur. J'espère que personne ne la commettra.

Si d'aventure elle l'était, il nous faudrait la combattre avec la majorité la plus large.

La synthèse est à notre portée, sachons tous le reconnaître.